

Macron annonce que Facebook acceptera des «régulateurs français»

Article rédigé par *RT France*, le 15 novembre 2018

Source [R France] Emmanuel Macron a annoncé que la France et Facebook allaient travailler ensemble sur le contrôle des contenus des réseaux sociaux et d'Internet. Pour le président français, la liberté n'est possible que grâce à la régulation des Etats.

Pour Emmanuel Macron, la liberté qu'Internet a pu connaître depuis sa création – notamment vis-à-vis des médias historiques et des gouvernements – passera désormais par plus de contrôle de la part des autorités. Paradoxe ?

Il y aura inévitablement à l'avenir davantage de régulation

Le président français lançait les travaux du Forum international sur la gouvernance de l'Internet, qui se tient chaque année. «Je me réjouis de cette démarche expérimentale très innovante qui permettra de réfléchir très concrètement aux meilleures voies pour garantir que les grandes plateformes appliquent un haut niveau de qualité dans la modération des contenus», a-t-il commenté. Le président de la République a en outre martelé que les Etats et acteurs privés «devaient apprendre à réguler ensemble» le réseau. Et ce afin de «sauver l'internet libre», a-t-il encore avancé, selon des propos rapportés notamment par [BEMTV](#). Et d'avertir : «Il y aura inévitablement à l'avenir davantage de régulation.»

De son côté, Facebook a confirmé la constitution, avec ces régulateurs français, d'un «groupe de travail», qui sera invité à opérer sur différents sites de Facebook autour du monde, dont probablement Dublin et la Californie. Le nouveau directeur des affaires publiques de Facebook pour le monde, Nick Clegg, a déclaré ce même jour que le réseau social acceptait l'idée d'un «besoin de régulation». «Le meilleur moyen de s'assurer qu'une régulation est intelligente et fonctionne [...] est que les gouvernements, les régulateurs et les entreprises travaillent ensemble pour apprendre de chacun et explorer des idées», a-t-il indiqué, cité par l'AFP.

Mis en cause après l'élection de Donald Trump en novembre 2016, les géants de la Silicon Valley ont progressivement abandonné l'idée de laisser libre cours à la liberté d'expression sur leur plateforme sociale.

Le 20 novembre 2016, Eric Schmidt, président exécutif d'Alphabet, maison mère de Google, [proche de l'ex-candidate à la présidentielle américaine Hillary Clinton](#), avait fait son mea culpa. «Nous sommes partis du principe américain qui dit que le "mauvais" discours serait vaincu par le "bon discours". Mais le problème que nous avons découvert l'an passé est que cela peut ne pas être vrai dans certaines situations, surtout lorsque vous avez un opposant qui a des moyens et qui tente activement de diffuser cette information», [avait-il déclaré](#). Presque deux ans plus tard, un document interne de Google dévoilait le chemin parcouru. [Un](#)

[mémo de 85 pages](#) révélé en octobre dernier définissait ainsi les contours d'une censure acceptable, qualifiant la liberté d'opinion de «principe utopique». Toujours en octobre, Facebook [a décidé de supprimer](#) plus de 800 pages et comptes qui partageaient des contenus politiques.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://francais.rt.com/france/55363-sauver-internet-libre-macron-annonce-facebook-acceptera-regulateurs-fran>